

Sommaire

2/3. Un partenariat académique
Nord/Sud et Sud/Sud - *Michel Max
Raynaud*

4/5. Afrique australe : formation
et encadrement des urbanistes -
Siphokazi Rammile et Mareli Hugo

6. Le Campus AFD de Marseille

7. Faire face aux défis de l'explosion
des villes - *Marie Dols*

8. À lire



Quartier informel en formation à Toujounine, zone périurbaine sud de Nouakchott en Mauritanie.
2018 © Michel Caron

DEVENIR URBANISTE EN AFRIQUE

Éditorial

Vers un encadrement de la profession

Les projections démographiques sur l'Afrique mettent en question l'état de préparation actuel des professionnels de l'urbain dans la gestion de la croissance urbaine locale, actuelle et future. Le bulletin Villes en développement aborde ici la question de la formation aux métiers de l'urbain en Afrique. Ce thème sera traité sur deux numéros. Il fera également l'objet du n° suivant, qui paraîtra en septembre.

La capacité locale de répondre aux besoins locaux de gestion et planification urbaine, tout comme la recherche et la collaboration professionnelle dans les différentes régions du continent africain sont fondamentales. Quel est l'état des lieux en matière de formation de jeunes urbanistes ?

Comment s'insèrent-ils dans la matrice décisionnelle des administrations publiques, sur les marchés d'études et de conseil portant sur l'évolution des villes et des territoires ? Certains pays ont depuis longtemps mis sur pied leurs propres instituts de formation alors que d'autres n'ont pas même de structure administrative dédiée aux services urbains fondamentaux, loin encore d'entreprendre une gestion plus assurée de la croissance urbaine.

Quelles sont les différentes approches régionales ? Les initiatives éducationnelles locales permettent-elles de concrétiser les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU votés par les États, dont les pays du continent eux-mêmes ?

Ce numéro propose un tour d'horizon succinct des approches régionales. En guise de point de repère, nous reproduisons ici un texte du Campus AFD de Marseille qui laisse deviner la vision de l'agence sur le sujet. L'article de Siphokazi Rammile et Mareli Hugo porte un regard sur certaines caractéristiques de l'enseignement et d'accréditation en matière de planification urbaine en Afrique australe anglophone. Celui de Michel Max Raynaud présente l'exemple de RESAUD, un programme collaboratif entre l'ONU-Habitat et l'Université de Montréal, pour un partenariat académique Nord/Sud et Sud/Sud qui s'efforce de transférer les ressources essentielles pertinentes dans le Sud. Le point de vue de deux acteurs majeurs dans l'enseignement africain, Kodjo Tchini et Jean-François Tempéré, est recueilli par Marie Dols, elle-même enseignante auprès des institutions avec lesquelles ils travaillent.

La formation et l'insertion des jeunes urbanistes notamment francophones, dans les villes en devenir de la région Afrique est un sujet central pour l'association AdP. Depuis le Forum urbain mondial de Katowice, notre association met en œuvre son engagement d'aider à l'émergence d'un réseau international des professionnels francophones de l'urbain dont l'objectif est principalement d'améliorer la circulation internationale de l'expérience de ces professionnels.

Michel Caron

Un partenariat académique Nord/Sud et Sud/Sud

If you have to decide what has to be done in the slums, it is not a question of what slum dwellers need. You have to find what they could do if they have the freedom to do it. Cette réflexion du prix Nobel Amartya Sen a servi de point de départ à l'Université de Montréal, ONU-Habitat et quatre universités africaines¹ pour construire un programme collaboratif. Un de ses artisans, Michel Max Raynaud, professeur à l'Université de Montréal, nous en dresse les objectifs et les concrétisations.



2015 © RESAUD

De gauche à droite - Devant : Dominique Couret, Lassane Yameogo, Jerome Aloko - Derrière : Lucien Kaboré, Denis Tchuente, Djibril Diop, Agnes Gnamon Adiko, Alioune Badiane, Michel Max Raynaud, Benoit Mougoué, Ousmane Dembele, Thomas Tatié, Aly Sada Timera, Remy Sietchiping.

Quel est le futur des villes africaines ? L'art de la prophétie est extrêmement difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir, nous rappelle Mark Twain. Très honnêtement, nous l'ignorons ; juste un peu de perception anticipatrice à très court terme, rien de plus. Mais ce que nous savons tous, c'est que le développement des villes est entre les mains des Africains eux-mêmes. Pour réussir, ils ont besoin d'une formation aux outils d'analyse, de gestion et de gouvernance ; bref, une formation de culture technique en complément d'un savoir culturel contextuel qu'ils possèdent, pour pouvoir répondre aux défis d'un futur imprévisible. Les sociétés ont beaucoup parié sur les vertus du développement offert par les pays du Nord. Un pari qui a depuis longtemps largement montré ses limites.

Dans un article paru en 2012², Lavagnon Ika s'est interrogé sur les raisons de la

faillite des projets de développement en Afrique et sur comment y remédier. Il a identifié les principaux problèmes structuraux, institutionnels et managériaux et les pièges pour les résoudre : 1/ le piège du projet-à-tout-faire (*one-size-fits-all*), 2/ le piège de la responsabilité des résultats (*accountability-for-results trap*), 3/ le piège du manque de capacité managériale et 4/ le piège culturel (*cultural trap*). Comme piste de solution pour surmonter ces problèmes, le professeur Ika invitait les acteurs du développement du Nord et du Sud à décupler les programmes de recherche.

La recherche, devenue de plus en plus complexe, impose que l'échange de connaissances et le partage d'expertises soient totaux. Mais la question délicate est de définir un mode de fonctionnement qui permette un partenariat Nord/Sud équilibré. Il s'agit de permettre aux partenaires africains de surmonter les problèmes tout

en évitant les pièges. Si la culture et l'intelligence contextuelle sont propres à chaque pays, il est tout à fait possible de mieux partager la culture technique des outils de l'aménagement.

De la recherche universitaire au terrain

Le réseau d'échanges stratégiques pour une Afrique urbaine et durable (RESAUD) a été créé en 2012. Avec la signature d'un memorandum d'entente entre l'Université de Montréal et ONU-Habitat dans ce cadre, l'objectif était, et reste, de travailler entre toutes les universités partenaires, de partager les ressources pour former et accompagner les chercheurs africains afin qu'ils interviennent dans leurs villes, auprès de leurs élus et des citoyens. C'est le grand projet initié conjointement avec Alioune Badiane (2020 †), alors directeur des programmes à ONU-Habitat. Ce projet s'appuie sur le renforcement de l'expertise des chercheurs africains sur leur territoire. Ce sont

eux seuls qui savent décrypter les réalités de l'espace urbain africain, comprendre quelles peuvent être les solutions pratiques, efficaces et durables et agir en conséquence. À l'Université de Montréal et ONU-Habitat d'apporter les moyens scientifiques et techniques nécessaires.

Dans cet esprit, RESAUD propose plusieurs axes de recherche liés aux Objectifs du développement durable :

- la sécurisation foncière pour une gestion équitable des villes ;
- la sécurité publique, particulièrement celle des femmes et des enfants, pour des villes vivables ;
- l'accès pour tous aux services essentiels pour des villes viables.

Une offre de formations ciblées, s'appuyant sur des programmes déjà en place à la Faculté de l'aménagement (urbanisme, montage et gestion de projets d'aménagement), à l'École de criminologie et à l'École polytechnique est mobilisée. Elle comprend les enseignements suivants :

- urbanisme, montage et gestion de projets urbains, sécurité publique, gestion des risques ;
- modules adaptés à l'urgence des problèmes à résoudre en matière d'habitat décent ;
- outils spécifiques : de négociation, de collaboration, d'analyses-diagnostic du potentiel de résilience des systèmes urbains, de réseaux intégrés de sécurité publique ;
- conduire d'évaluation d'impact pour tester et améliorer l'efficacité des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté urbaine.

S'adapter au contexte local

Les travaux issus de ces partenariats permettent aux chercheurs des universités africaines de développer leurs propres outils, élaborés à partir des travaux des chercheurs de l'Université de Montréal en les adaptant aux contextes régionaux, aux cultures urbaines et aux politiques locales.

Ainsi, les travaux sur *L'interdépendance des systèmes essentiels : de la protection à la résilience*, développés par le Centre risques & performance de Benoît Robert à l'École polytechnique de Montréal, ont été adaptés au contexte camerounais et mis en œuvre *in situ* à Yaoundé par Denis Tchuenté. Les travaux de la Faculté de l'aménagement sur la gestion des parties prenantes et les « tables de concertation » montréalaises ont été repris et appliqués



Groupe des étudiants enquêteurs du projet CRDI en compagnie de : Souleymane Dia, Aly Sada Timera, Michel Max Raynaud, Maurice Cusson, Clément Demers, Fama Laye Han, Ibrahima Ndiaye, Ibrahima Hann.

par l'équipe de RESAUD Sénégal, dirigée par Aly Sada Timéra. Ils sont utilisés pour travailler dans les communes défavorisées de Dakar. Ces tables d'initiative citoyenne, opérantes aujourd'hui, permettent, avec le concours des élus, des citoyens et des jeunes, de mettre en place des programmes pour former les jeunes à la construction de lampadaires urbains solaires (avec l'appui d'experts d'ONU-Habitat) et à la construction d'aménagements d'espaces publics sécurisés.

La thèse de doctorat de Francis Joël Tchenkeu, à l'Université de Montréal, dirigée conjointement par Benoît Mougoué de l'Université Yaoundé 1 et Michel Max Raynaud, veut apporter une contribution scientifique sur les mécanismes adaptés pour une gouvernance inclusive dans les villes du Cameroun. Les compétences en gestion urbaine de l'Université de Montréal ont également été mises à profit par le gouvernement guinéen. RESAUD a été invité à dispenser des formations aux membres de l'administration de Guinée Conakry.

Espaces publics et sécurité

Les travaux sur la criminalité de l'École de criminologie, en plus d'un ouvrage, *Mille homicides en Afrique de l'Ouest*, codirigé par le doyen Henry Boah Yebouet et Nabi Youla Doumbia de l'Université Félix-Houphouët-Boigny et Maurice Cusson de l'École de criminologie de l'Université de Montréal

ont été mobilisés. Cette expertise en criminologie et en sécurité publique a également permis de coordonner d'importantes recherches africaines sur la victimisation des femmes et des jeunes dans 12 pays du continent africain. Ces travaux universitaires ont encore nourri des chercheurs sénégalais dans leurs enquêtes de victimisations et l'élaboration de plaidoyers auprès des élus et des populations. Enfin, depuis peu, RESAUD intervient en appui comme expert et comme formateur en montage de projet et gestion des risques pour le nouveau Centre d'excellence de l'habitat (CEH) mis en place à Ouagadougou³.

Refuser le développement comme assistance, envisager la formation comme un atout.

1- Les universités à l'origine du programme : Université de Ouagadougou (Burkina Faso), Université de Yaoundé 1 et École polytechnique de Yaoundé (Cameroun), Université Félix-Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) et École supérieure d'économie appliquée (ESEA) de l'Université Cheikh-Anta-Diop (Sénégal).

2- Ika, L. A. (2012). Project Management for Development in Africa : Why Projects Are Failing and What Can Be Done About it. Project Management Journal, 43(4), 27-41.

3- Placé sous la codirection de l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP), de l'Université Joseph Ki-Zerbo, de l'École supérieure d'économie appliquée (ESEA), de l'Université Cheikh Anta Diop et d'ONU-Habitat.

Afrique australe : formation et encadrement des urbanistes

Depuis leur poste d'observation, l'université de l'État libre de Bloemfontein, Siphokazi Rammile et Mareli Hugo, enseignantes-chercheuses passent en revue la formation des urbanistes en Afrique australe. Suivons ces deux universitaires en Zambie, au Zimbabwe, en Namibie, au Lesotho et, bien sûr, en Afrique du Sud où elles sont basées.



2017 © Michel Caron

Banlieue est de Porto-Novo

Si on passe en revue la formation des urbanistes et l'encadrement de la profession dans les pays d'Afrique australe, deux questions se posent, à replacer dans le contexte africain : « que fait un urbaniste ? » et « que devrait savoir un urbaniste ? ». Dans toute la région, la planification urbaine relève de l'action de l'administration publique, par l'intermédiaire soit de fonctionnaires, soit de consultants sous contrat. Par conséquent, la planification urbaine reste influencée par la politique. Les urbanistes consultants effectuent des travaux répétitifs tels que revue du zonage, lotissements et ordonnancement de villes, tandis que les urbanistes fonctionnaires municipaux pilotent la planification urbaine stratégique. Répondre à la question de ce que les urbanistes devraient savoir est donc directement lié à leur choix de positionnement professionnel, dans le secteur public ou privé. Point commun, les urbanistes doivent connaître le territoire pour lequel ils exercent, en utilisant une focale théorique afin de fournir des solutions pratiques aux problèmes d'usages tels qu'ils se posent. Leurs domaines d'intervention peuvent inclure les transports, le développement économique, le logement, la régénération urbaine, la protection de l'environnement et le conseil en environnement.

Les exigences pédagogiques en matière d'urbanisme varient suivant les pays, avec

des différences mineures. Celles-ci sont moindres pour l'insertion professionnelle des diplômés et leur pratique.

Les urbanistes sont-ils bien outillés ?

De nombreuses institutions d'Afrique australe se focalisent sur la théorie de l'urbanisme, par opposition à l'usage appliqué de la théorie en urbanisme qui concerne plutôt les méthodes et techniques employées par les urbanistes dans l'exercice de leurs fonctions. Si ces fondements théoriques sont nécessaires, le contexte n'est pas toujours pertinent pour la ville africaine. Attestant l'histoire coloniale, de nombreuses villes ont été aménagées suivant des principes d'inspiration britannique. Et la formation elle-même reste dépendante des principes d'urbanisme occidentaux. Avec le rythme de l'urbanisation actuelle, le développement rural a été relégué au second plan dans l'enseignement. Les urbanistes d'Afrique australe sont finalement mal outillés pour planifier les villes africaines dans lesquelles ils exercent, ou pour intervenir efficacement auprès de plus de 50 % de la population, rurale, de l'Afrique sub-saharienne.

Aperçu de l'emploi des urbanistes dans la région

Les Conseils sud-africains, namibiens et zambiens sont fondamentaux parce qu'ils réglementent la qualité des programmes

d'études et veillent au respect des normes et compétences définies dans ces programmes. Il faut savoir qu'une grande partie des planificateurs occupant des postes au sein de l'administration publique ne répondent pas à ces exigences, et les efforts pour combler le fossé entre les professionnels de l'urbanisme déjà en place et les nouveaux ne sont pas suffisants.

• **L'Afrique du Sud** compte deux organismes : le Conseil sud-africain pour les urbanistes (SACPLAN, enregistrement obligatoire) et l'Institut d'urbanisme d'Afrique du Sud (SAPI, adhésion volontaire). Ils définissent les normes éducatives, la pratique, l'éthique, font du mentorat et entretiennent le réseau de leurs membres, étudiants, urbanistes en poste ou en recherche d'emploi. En 2021, l'Afrique du Sud indiquait que le marché de l'emploi des urbanistes était dynamique, avec des opportunités dans l'administration publique, les entreprises privées et les organisations à but non lucratif. Les planificateurs urbains et régionaux sont très demandés en Afrique du Sud, le pays étant confronté à d'importants défis liés à l'urbanisation et au développement. L'État a identifié un besoin d'urbanistes qualifiés. Les employeurs, tant publics que privés, exigent des diplômés qu'ils possèdent des compétences et des aptitudes en matière de planification, une base théorique dans le domaine de l'urbanisme et

une pratique professionnelle de l'urbanisme. Le Gouvernement a mis en place des stages d'apprentissage intégrés au poste au sein des services de l'État, donnant aux nouveaux diplômés la possibilité d'acquérir de l'expérience dans le secteur public. Les praticiens du privé peuvent accueillir des stagiaires, mais privilégient ceux qui ont de l'expérience.

- **La Namibie** compte deux organisations : le Conseil namibien pour les urbanistes et planificateurs régionaux (Namibian Council for Town and Regional Planners-NCTRP, enregistrement obligatoire) et l'Institut des urbanistes et planificateurs régionaux (Namibia Institute of Town and Regional Planners-NITRP, adhésion volontaire). Elles sont actives en matière de normes éducatives, de pratique éthique, de mentorat et de réseautage. Les membres sont étudiants, urbanistes et planificateurs régionaux apprentis et en activité.

La planification urbaine en Namibie se concentre sur l'identification des zones urbaines pour le développement des infrastructures, la fourniture de services et la construction de logements. L'État recherche des urbanistes capables de traiter ces sujets, ainsi que celle de l'informalité dans le pays. À l'instar de l'Afrique du Sud, la Namibie a ouvert des stages d'apprentissage intégrés au poste au sein des services de l'État, essentiels pour l'insertion professionnelle. Les stages donnent l'occasion à ceux qui s'installeront dans le privé d'acquérir des compétences spécifiques. En Namibie, le secteur privé offre aussi des stages aux diplômés, y compris à ceux qui manquent d'expérience.

- **Au Zimbabwe**, l'Institut des urbanistes et planificateurs régionaux (Zimbabwe Institute of Regional & Urban Planners-ZIRUP, adhésion volontaire) agit en matière de networking et de formation. Ses membres sont étudiants, jeunes diplômés et urbanistes en exercice.

L'urbanisation rapide, la mauvaise planification des infrastructures et des ressources limitées nuisent au développement du Zimbabwe. Des politiques d'urbanisme sont définies, mais l'État manque d'urbanistes pour les mettre en œuvre. Les experts en logement, en infrastructures et en environnement sont très recherchés, tant par le Gouvernement que par les bureaux privés. En proposant des stages, les municipalités jouent un rôle clé pour contribuer à remédier à la pénurie d'urbanistes qualifiés dans le secteur public. Cela permet aux diplômés



L'enseignement en urbanisme à l'université de Bloemfontein, en Afrique du Sud est rattaché à la faculté des sciences naturelles et agricoles

en urbanisme de compléter leur formation en participant à des projets concrets. Le secteur privé aussi propose des stages, même à ceux dépourvus de qualifications en matière d'urbanisme.

- **Au Lesotho**, l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional du Lesotho (Lesotho Town and Regional Planning Institute-LTRPI, adhésion volontaire) travaille à sensibiliser à l'urbanisme et à renforcer les réseaux professionnels. Il est ouvert aux étudiants, jeunes diplômés et professionnels en exercice.

Dans ce pays, les urbanistes doivent être formés à une planification résiliente et pouvoir répondre aux défis économiques, tout en préservant les espaces naturels. Mais la plupart des urbanistes du public et du privé n'ont pas de formation suffisante. Aujourd'hui, de plus en plus de diplômés en urbanisme sont nommés au sein des institutions publiques et les offres de stage se sont multipliées. Les opportunités d'emploi sont toutefois insuffisantes, de nombreux urbanistes du Lesotho cherchant du travail en Afrique du Sud.

- **En Zambie**, l'Institut des urbanistes de Zambie (Zambia Institute of Planners-ZIP, enregistrement obligatoire) est actif en matière de conduite professionnelle,

normes éducatives, pratique éthique, mentorat, réseautage et conseil aux autorités publiques. Les membres sont étudiants, urbanistes et planificateurs régionaux, experts en planification socio-économique ou environnementale.

L'urbanisation rapide du pays entraîne des problèmes de logement et d'accès aux services publics. Le ministère des collectivités locales et du logement a besoin d'urbanistes qualifiés afin de l'aider à relever ces défis. La fonction consultative du ZIP est essentielle pour encadrer les pratiques du métier, facilitant l'insertion professionnelle. Les stages dans le secteur privé préparent davantage les nouveaux diplômés à disposer des compétences nécessaires au développement du pays et de ses communautés.

En Afrique australe, les diplômés du supérieur peuvent presque tous être employés comme urbanistes. La protection apportée par les Instituts ou les employeurs pour l'insertion professionnelle reste variable. Cependant, en Zambie, en Afrique du Sud et en Namibie, de nombreux emplois d'urbanistes nécessitent une inscription auprès du Conseil compétent, ainsi qu'une maîtrise ou une licence. La difficulté réside dans le nombre d'offres de stage, en particulier lorsqu'une expérience de deux à trois ans est requise pour pouvoir s'enregistrer.

Le Campus AFD de Marseille

« La mission du Campus de l'AFD : co-construire et partager les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être indispensables à la réinvention du présent, grâce à des pédagogies renouvelées qui s'appuient sur les derniers enseignements des sciences cognitives. Pour apprendre autre chose, autrement et surtout apprendre ensemble, partager les compétences, se projeter « en commun » et imaginer les réponses aux défis d'aujourd'hui et de demain. » affirme Rémy Rioux, le directeur général de l'AFD.



© AFD

Nous publions ci-dessous, avec l'aimable autorisation de leurs auteurs, quelques extraits du très fourni catalogue du Campus AFD en matière de formations des acteurs des transitions au Sud. Ce « non catalogue », comme le nomme la directrice du Campus AFD, Sarah Marniesse, est consultable et téléchargeable depuis la page Internet : <https://www.afd.fr/fr/campus-afd>

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Campus AFD est le centre de formation de l'agence.

Depuis Marseille, et dans de nombreux pays, il propose une offre pédagogique au service des grandes transitions économiques, sociales et environnementales. Ses méthodologies fondées sur le brassage des connaissances, l'animation de l'intelligence collective et des formats d'apprentissage actif, permettent aux acteurs du développement d'apprendre autrement et d'acquérir les compétences et postures nécessaires à la réussite de projets à forts impacts.

Grâce à la combinaison de son expertise pédagogique inspirée des enseignements des sciences cognitives et d'une expertise sur les projets et enjeux de développement, et avec l'appui d'experts du groupe AFD et de partenaires, le Campus AFD développe des parcours pédagogiques innovants, pour aider les apprenants à appréhender les transitions dans leur complexité et agir en conscience pour transformer.

Pour mener à bien cette mission, le Campus AFD doit répondre à une double question :

- De quelles compétences ont aujourd'hui besoin celles et ceux qui jouent un rôle actif dans la transformation des modes de

vie et de production par la recherche de solutions aux défis des transitions ?

- Comment transmettre les savoirs, savoir-faire et savoir-être sachant : que la complexité croissante du monde nécessite de relier les disciplines et d'apprendre en commun, que les nouvelles technologies sont autant d'opportunités que de défis pour transmettre et partager les compétences, que l'Homme et son cerveau en particulier est le principal obstacle au changement, ce qui nécessite des pédagogies capables de contourner les résistances et de favoriser l'apprentissage ?

QU'OFFRONS-NOUS ?

Nos parcours sont en présentiel, en digital et le plus souvent hybrides ; diplômants, certifiants ou non ; co-construits avec des partenaires du Sud et/ou du Nord ; et qui visent à renforcer les compétences des femmes et des hommes soucieux de se transformer pour transformer. Il s'agit de leur permettre d'initier et de poursuivre leur propre transformation au service de celle de collectifs, d'organisations ou de territoires. Ceci passe notamment par des formations ou des « voyages » qui accompagnent, grâce à des pédagogies innovantes :

- une acquisition de savoirs multidisciplinaires et systémiques ;

- un changement de regard sur le monde ;
- un renforcement des savoirs techniques ;
- la stimulation des compétences du XX^e siècle ;
- des mises en réseau et participation à des communautés.

L'offre Fabriques urbaines

Fabriques urbaines est pensée pour et avec les femmes et les hommes qui font la ville : élus, cadres de l'administration, architectes, urbanistes mais aussi représentants de la société civile, entrepreneurs, chercheurs, artistes...

Pour accompagner les grandes transitions territoriales, l'offre de formation de Fabriques urbaines est composée d'un ensemble de MOOC, parcours tutorés 100 % en ligne ou parcours hybrides (mêlant distanciel et présentiel) visant à adresser les différents champs de la fabrique de la ville.

À travers ses parcours, le Campus AFD invite les participants à créer leur propre expérience apprenante et transformationnelle.



© AFD

Faire face aux défis de l'explosion des villes

Is sont deux acteurs d'expérience impliqués dans la formation de professionnels de la ville en Afrique de l'Ouest. Kodjo Tchini est un urbaniste togolais qui fait référence dans son pays. Il a longtemps travaillé au ministère chargé de l'urbanisme du Togo. Il a été directeur de la renommée École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU) qui joue un rôle majeur pour former les professionnels dans la sous-région. Jean-François Sempéré est directeur académique du mastère professionnel Transport et Aménagement urbain qui forme des professionnels ivoiriens et associe l'École des Ponts ParisTech et l'Institut National Polytechnique Félix-Houphouët-Boigny (INPHB). Ils se sont prêtés au jeu de l'interview croisé pour nous faire partager leur vision des compétences requises, des cursus de formation et de l'intégration professionnelle des urbanistes confrontés aux défis posés par l'explosion en cours des villes africaines.

Propos recueillis par Marie Dols, géographe-urbaniste et formatrice en Afrique de l'Ouest et France.

MD : quelles sont, de votre point de vue, les compétences en urbanisme nécessaires pour faire face au développement urbain en Afrique ?

Kodjo Tchini : les défis liés à l'organisation du développement urbain en Afrique sont énormes. Les habitants sont exposés aux risques d'inondation, aux problèmes d'accès au logement et aux services de base, aux difficultés de déplacement liées à l'étalement urbain... Pour l'urbaniste, se pose notamment la question de l'accaparement foncier dans les périphéries qui est vertigineux. Il se fait sans régulation. Les plans d'urbanisme (schémas directeurs, plans urbains ...) existent et sont en général



Étudiants de l'EAMAU (Master2 transport et mobilité durable) durant un exercice de terrain dans les rues de Lomé

bien faits. Ils sont encore trop souvent réalisés par des prestataires internationaux. Il serait souhaitable que les professionnels africains renforcent leur présence.

Jean-François Sempéré : c'est vrai que les experts internationaux conservent encore une place surement trop importante aux dépens de leurs collègues africains.

KT : le problème principal est celui de la mise en œuvre de ces plans. Ainsi aujourd'hui, les documents restent dans les tiroirs et la ville se construit sans plan d'urbanisme.

JFS : notons aussi que l'urbanisme est une discipline transversale, qui implique de nombreux professionnels (géomètres, ingénieurs, constructeurs ...). C'est pourtant le parent pauvre des politiques urbaines. Au-delà de formation spécialisée en urbanisme, il est nécessaire de former cette diversité d'acteurs. Par exemple, dans les projets de BRT (bus en site propre) qui se multiplient, les spécialistes transport ne suffisent pas. Il faut prendre en compte l'insertion urbaine des projets, leur impact futur dans le développement des villes.

MD : quelles sont pour vous les échelles prioritaires à renforcer (administration centrale, locale, bureau d'études ...) ? Présentent-elles des spécificités ?

KT : elles sont toutes à renforcer. Bien sûr, la qualité des agents publics est primordiale. Malheureusement, l'administration n'est pas attractive pour les étudiants qui cherchent une meilleure rémunération en bureau d'études. Les moyens des collectivités locales africaines sont extrêmement insuffisants, les urbanistes sont quasiment absents des administrations centrales. Le besoin concerne comme on l'a dit la mise en œuvre des plans. C'est vraiment la concrétisation des plans qui est la priorité. Il ne s'agit pas forcément de compétences particulièrement pointues.

JFS : je partage ce constat. Ce sont les maîtrises d'ouvrage publiques qu'il faut renforcer en priorité pour qu'elles puissent exiger un travail de qualité de la part des bureaux d'études. L'absence de réflexion urbaine dans les politiques sectorielles comme le transport est très dommageable.

MD : quel est l'état de la formation en urbanisme pour l'Afrique de l'Ouest et permet-elle aux étudiants de bien s'insérer dans le monde professionnel ?

KT : la création de l'EAMAU en 1976 a été une révolution. Le contenu de la formation est généraliste et répond aux besoins. L'insertion professionnelle des étudiants est très satisfaisante. Ils privilégient le secteur privé. Le problème reste celui du manque de moyens des administrations. La question des compétences et des formations est finalement moins importante que celle des financements publics nécessaires pour embaucher des fonctionnaires.



Voie commerçante à Pointe noire

À lire

La formation aux métiers de l'urbain reste un sujet d'étude relativement nouveau ou encore peu exploré si l'on recherche des ouvrages qui offrent une vision d'ensemble. Les auteurs que nous avons sollicités pour ce numéro ont dû, eux-mêmes, ne s'appuyer que sur leur propre expérience, qu'elle soit théorique ou de terrain, pour rédiger leur contribution.

Cela fait plus d'une douzaine d'années que divers Mooc ont été lancés sur le sujet, en fait dès que le déploiement des nouvelles technologies support le permettait. Devant l'urgence à diffuser rapidement un savoir-faire global accessible au plus grand nombre, les initiatives, en provenance d'institutions publiques ou privées se sont multipliées.

Sur le territoire francophone, on peut citer les programmes du Campus AFD de Marseille <https://www.afd.fr/fr/campus-afd> ou encore de l'Établissement polytechnique de Lausanne (EPFL) <https://archiveweb.epfl.ch/moocs-afrique.epfl.ch/>.

Depuis Lausanne, l'EPFL travaille aussi en association avec l'université Mohammed VI à Ben Guérir <https://actu.epfl.ch/news/l-epfl-et-l-um6p-au-maroc-lancent-une-nouvelle-p-5/>. Ces deux institutions diffusent à elles seules la majeure partie de l'offre sur les problématiques spécifiques au continent africain. L'ONU, elle, s'adresse autant aux pays francophones qu'anglophones, lusophones et arabophones du continent par le biais d'une plateforme plus universelle mais



© Michel Caron

aux sensibilités africaines tout aussi manifestes <https://www.urbanagendaplatform.org/resources/institute-housing-and-urban-development-studies-moocs/>

Concernant l'insertion des jeunes urbanistes, avec l'afflux de leurs nouvelles générations sur le sol africain, la question commence à être étudiée. Les références ci-dessous donnent une perspective africaine bien qu'elles soient produites par des auteurs occidentaux.

Les jeunes urbanistes se forment dans les instituts et écoles de formations dédiés qui diffusent des connaissances, des savoir-faire et des compétences. Leur constitution dans le milieu francophone est en partie retracée dans la thèse d'habilitation à diriger des recherches de Jean-Michel Roux « Les

ateliers internationaux d'urbanisme, prisme et creuset d'une discipline ». <https://docs.google.com/document/d/1Li1xkXUJDkYmh7cTvaddV2OoEHfv4sbw4L79q7wUdM8/edit>

Après leur formation, des difficultés demeurent pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur le marché du travail des pays africains. Aucune étude ne porte encore sur l'insertion professionnelle dans le domaine du développement urbain en Afrique. Néanmoins, l'AFD et Expertise France présentent cet enjeu dans une étude sur l'insertion professionnelle des diplômés dans les pays d'Afrique sub-saharienne - AFD / Expertise France Institut d'Afrique, 2013 <https://www.villes-developpement.org/wp-content/uploads/2023/07/Etude-insertion-professionnelle-des-diplomes-en-Afrique-subsaaharienne-mars-2013.pdf>

L'accompagnement à l'insertion des jeunes professionnels nécessite des dispositifs pouvant être proposés par des instituts et des écoles de formation, des programmes nationaux, des réseaux professionnels. L'AFD propose une analyse de la situation de l'emploi des processus d'insertion et des dispositifs d'aide à l'insertion. AFD <https://www.afd.fr/fr/ressources/les-dispositifs-dappui-linsertion-des-jeunes-sur-le-marche-du-travail-en-afrique>

De tels dispositifs peuvent s'adapter aux besoins des jeunes professionnels du développement urbain, en lien avec leurs connaissances, savoir-faire et compétences acquises durant leur formation.

MC et GH

Ce numéro contribue aux activités de l'association AdP comme Lead Partner de la Campagne urbaine mondiale d'ONU-Habitat, et comme membre du Habitat Professionals Forum, réseau mondial des professionnels de l'urbain organisé par ONU-Habitat.

Ce numéro est publié avec le soutien de Cités et Gouvernements Locaux Unis Afrique (CGLU-A), l'Agence française de développement (AFD), le ministère français de la Transition écologique, la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), le Cerema, l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et tous les membres actifs de l'AdP grâce à leurs cotisations.

Directeur de publication: Tristan Morel, Président d'AdP-Villes en développement

Rédacteur en chef: Michel Caron, assisté de Gautier Hunout

Secrétaire de rédaction: Marianne Durand.

Mise en page: Stéphane Pinquier, Eolica.

Siège de l'association : 103D, rue Claude Decaen, 75012 Paris, France.

Ce bulletin est en ligne sur le site de AdP-Villes en développement

www.ville-developpement.org

ISSN 1151-1672